



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

DEMANDES D'INFORMATIONS

Dispositif de boutons d'appel en faveur des élus

Note à l'attention des opérateurs économiques

1. Précisions liminaires

Le questionnaire joint à la présente note ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement des porteurs du projet à lancer ultérieurement une consultation sur l'objet de la demande d'information.

Réciproquement, les réponses au questionnaire ne revêtent aucune valeur contractuelle de la part de leurs auteurs.

2. Objet et contexte de la demande

La présente demande se place dans le cadre d'analyses préliminaires conduites par le bureau des achats immobiliers et prestations du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur (SAILMI/SDASEM/BAIP) et le centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus (CALAE).

La demande d'informations a pour objectif d'identifier les opérateurs économiques susceptibles de répondre aux besoins, les solutions proposées et de déterminer des conditions générales de réalisation du projet.

3. Présentation générale du projet

Le CALAE a été créé en mai 2023. Il a pour vocation d'améliorer la connaissance des atteintes aux élus pour mieux les combattre et les accompagner.

Pour ce faire il poursuit plusieurs objectifs :

- **Analyser** : compiler les données des préfectures et des forces de sécurité intérieure, les analyser, et les restituer (Baromètre mensuel, Rapport annuel) ;
- **Agir** : favoriser l'anticipation et l'adaptation de la réponse opérationnelle en lien avec les Préfectures ;

- **Accompagner** : assurer le suivi des situations individuelles, vérifier la mise en place locale de mesures adaptées, et suivre les réponses pénales.

Le CALAE a aussi permis le déploiement sur le territoire des outils du « pack sécurité », ensemble de dispositifs permettant d'améliorer la prévention et l'accompagnement des élus victimes de menace (*signalement des atteintes cyber, mise en place des référents « atteintes élus », diagnostic des référents sûreté, mise en place de caméras de surveillance dans un cadre judiciaire*).

Pour compléter cette offre locale, décidée dans le cadre de la doctrine « une menace = une évaluation » réalisée par le préfet de département, le CALAE a réalisé la mise en place du plan national de prévention et de lutte contre les violences aux élus annoncé en juillet 2023.

Parmi ses 4 axes et 12 mesures, une de ces mesures consiste en la dotation possible à l'élus menacé d'un bouton d'appel.

Ce dispositif, simple d'utilisation permet, en préenregistrant jusqu'à 5 contacts de proches, d'être géo localisé et signalé comme étant en danger s'il est activé.

Déployé de façon d'abord expérimentale dans l'ensemble des départements (*20 boutons dans 8 départements dits « pilotes », et 5 dans les autres départements*), le dispositif du bouton d'appel a fait l'objet d'une démarche d'évaluation par le biais de l'envoi de questionnaires, à la fois aux préfetures, mais aussi à chaque élu bénéficiaire.

De cette évaluation ressort une large satisfaction de la part des préfetures et des élus, et un avis favorable sur l'utilité de l'octroi d'un bouton d'appel pour diminuer le sentiment d'insécurité.

Cette évaluation positive incite à réfléchir à la généralisation du dispositif, pour améliorer son offre, à la fois quantitative et qualitative aux territoires.

4. Protection des informations communiquées

L'exploitation des réponses est réalisée par les personnels du ministère de l'Intérieur (MI). Les informations sont portées à la seule connaissance des membres du projet.

5. Modalités de correspondance et de remise des réponses

Les opérateurs économiques intéressés transmettent leurs coordonnées par courrier électronique sur la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/consultation/2703818?orgAcronyme=g6l>

ou

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> avec la référence **PRA035519**.

Les réponses doivent être transmises au plus tard le **19 février 2025 à 12 h 00** (heure de Paris).

- **Contenu des dossiers de réponse**

Les réponses au questionnaire peuvent être présentées directement en complétant le document « support de réponse », joint à la présente note. Les opérateurs économiques peuvent compléter leur réponse en portant à l'attention de l'administration toute information qu'ils jugeraient utile.

- **Demande de précisions et remise des dossiers de réponses**

Les opérateurs économiques peuvent demander des précisions sur la demande d'informations. La demande de précisions doit être adressée par courrier électronique via la PLACE.

6. Calendrier

Dans le cadre des analyses préalables, les opérateurs économiques sont informés que des entretiens de sourçage pourront être organisés.

La consultation est susceptible d'être publiée sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) au cours du premier trimestre 2025.